

Terrain d'inégalité : le désavantage fiscal des entreprises canadiennes par rapport aux entreprises américaines

Information supplémentaire sur la méthodologie

Bradlee Whidden

Juliette Nicolay

Comment citer le rapport :

Bradlee WHIDDEN et Juliette NICOLAÏ, *Terrain d'inégalité : le désavantage fiscal des entreprises canadiennes par rapport aux entreprises américaines*, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), 11 septembre 2025.

Ce rapport est aussi accessible à l'adresse feci.ca/recherche.

This publication is also available in English under the title *Uneven Ground: Canada's Business Tax Disadvantage Compared to the United States* at cfib.ca/research.

Sauf indication contraire, l'information contenue dans ce rapport peut être reproduite à volonté, sans frais et sans autre autorisation requise de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), pourvu que : 1) les mesures nécessaires soient prises pour assurer l'exactitude de l'information reproduite; 2) la FCEI soit citée comme source de l'information; 3) la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle ou approuvée par la FCEI. Pour obtenir l'autorisation de reproduire le contenu de ce rapport à des fins commerciales, communiquez avec nous à l'adresse recherche@feci.ca.

Table des matières

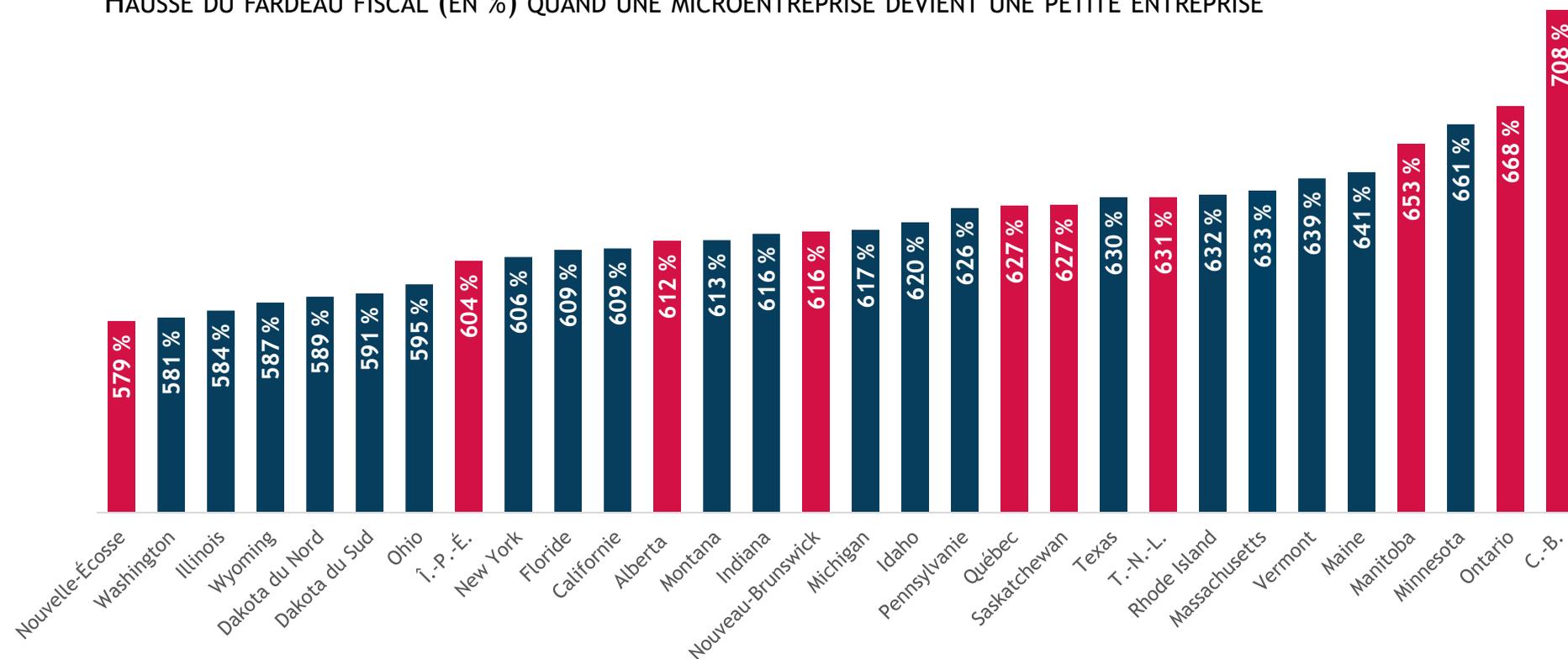
Annexe 4 - Différence entre l'impôt payé par les microentreprises et les petites entreprises	3
Annexe 5 - Taux d'imposition analysés : impôts sur le revenu et de franchise	4
Annexe 6 - Taux d'imposition analysés : taxes sur la masse salariale	11
Annexe 7 - Taux d'imposition analysés : impôts fonciers	20
Annexe 8 - Taux d'imposition analysés : autres taxes locales	24
Notes de fin et à propos de la FCEI	26

Table des matières

Comme on l'a vu, le classement des provinces et États n'est pas le même pour les microentreprises et les petites entreprises. Notre analyse montre que les petites entreprises paient plus d'impôt que les microentreprises partout, mais que la différence varie d'un régime fiscal à l'autre. En Colombie-Britannique, par exemple, les petites entreprises analysées paient 708 % plus d'impôt que les microentreprises analysées (figure 21). Cette province est donc beaucoup moins avantageuse pour les petites entreprises que pour les microentreprises. En revanche, l'écart est nettement plus faible en Nouvelle-Écosse, où les petites entreprises analysées paient 579 % plus d'impôt que les microentreprises.

Figure 21

HAUSSE DU FARDEAU FISCAL (EN %) QUAND UNE MICROENTREPRISE DEVIENT UNE PETITE ENTREPRISE



Annexe 4

Différence entre l'impôt payé par les microentreprises et les petites entreprises

Impôts sur le revenu des sociétés au Canada

Le revenu net des entreprises canadiennes constituées en société est assujéti à l'impôt sur le revenu des sociétés fédéral et provincial. Aux fins du calcul de cet impôt, le revenu net est déterminé en soustrayant du revenu net avant impôts les dépenses d'entreprise, telles que les taxes sur la masse salariale et les impôts fonciers. Tout revenu net inférieur au plafond est imposé au taux applicable aux petites entreprises, tandis que les revenus supérieurs sont imposés au taux général, qui est plus élevé.

Tableau 7

Impôts sur le revenu des sociétés applicables et leur taux, en 2025, par province canadienne

Province	Taux d'imposition des petites entreprises	Plafond du taux d'imposition des petites entreprises (en milliers de dollars)	Taux général d'imposition des sociétés
Colombie-Britannique	2 %	500	12 %
Alberta	2 %	500	8 %
Saskatchewan	1 %	600	12 %
Manitoba	0 %	500	12 %
Ontario	3,2 %	500	11,5 %
Québec	3,2 %	500	11,5 %
Nouveau-Brunswick	2,5 %	500	14 %
Nouvelle-Écosse	1,5 %	700	14 %
Île-du-Prince-Édouard	1 %	600	16 %
Terre-Neuve-et-Labrador	2,5 %	500	15 %
Fédéral	9 %	500	15 %

Source : KPMG, Tableaux de l'impôt canadien sur le revenu des sociétés, <https://kpmg.com/ca/fr/home/services/tax/tax-facts/canadian-corporate-tax-tables.html>. Consulté en avril 2025.

Remarque : Dans certaines provinces canadiennes, les revenus tirés de la fabrication et de la transformation bénéficient d'un taux général d'imposition inférieur¹.

Impôts sur le revenu des particuliers aux États-Unis

Les petites entreprises américaines visées par le sous-chapitre S (en anglais, *S corporations*) sont imposées par l'intermédiaire des déclarations de revenus personnelles de chaque actionnaire. C'est le cas au fédéral et dans la plupart des États analysés. Comme la vaste majorité des entreprises américaines constituées en société appartiennent à cette catégorie, nous avons calculé l'impôt payable en fonction de l'impôt sur le revenu des particuliers du fédéral et des Étatsⁱⁱ. Le revenu net de société est imposé comme le revenu des particuliers, selon différents seuils associés à des taux d'imposition distincts. Comme au Canada, chaque seuil s'applique uniquement à la portion du revenu net de société qui excède ce seuil. Aux fins du calcul, nous avons soustrait les dépenses d'entreprise, telles que les taxes sur la masse salariale et les impôts fonciers, et tout impôt de franchise applicable.

Tableau 8

Impôts sur le revenu des particuliers applicables et leur taux (pour les déclarations conjointes), en 2025, par État américain

État	Données (seuils exprimés en dollars)	Déduction forfaitaire	Exemption personnelle
Californie	1 % > 0; 2 % > 21 512; 4 % > 50 998; 6 % > 80 490; 8 % > 111 772; 9,3 % > 141 732; 10,3 % > 721 318; 11,3 % > 865 574; 12,3 % > 1 000 000; 13,3 % > 1 442 628	11 080 \$	298 \$ ⁱⁱⁱ
Texas	Aucun impôt		
Floride	Aucun impôt		
New York	4 % > 0; 4,5 % > 17 150; 5,25 % > 23 600; 5,5 % > 27 900; 6 % > 161 550; 6,9 % > 323 200; 9,7 % > 2 155 350; 10,3 % > 5 000 000; 10,9 % > 25 000 000	16 050 \$	
Pennsylvanie	3,07 % > 0		
Montana	4,7 % > 0; 5,9 % > 42 200	31 500 \$	
Michigan	4,25 % > 0		11 600 \$
Illinois	4,95 % > 0		5 700 \$
Dakota du Nord	1,95 % > 80 975; 2,5 % > 298 075	31 500 \$	
Vermont	3,4 % > 0; 6,6 % > 79 950; 7,6 % > 193 300; 8,8 % > 294 600	14 850 \$	10 200 \$
Maine	5,8 % > 0; 6,75 % > 53 600; 7,15 % > 126 900	31 500 \$	10 300 \$
Minnesota	5,4 % > 0; 6,8 % > 47 620; 7,85 % > 189 180; 9,9 % > 330 410	29 900 \$	
Washington	Aucun impôt		
Ohio ^{iv}	3 % > 250 000		
Massachusetts	5 % > 0; 9 % > 1 083 150	8 800 \$	
Idaho	5,7 % > 9 346	31 500 \$	
Wyoming	Aucun impôt		
Dakota du Sud	Aucun impôt		
Indiana ^v	3 % > 0		2 000 \$
Rhode Island	3,8 % > 0; 4,75 % > 70 900; 5,99 % > 181 650	21 800 \$	10 200 \$
Fédéral	10 % > 0; 12 % > 23 850; 22 % > 96 950; 24 % > 206 700; 32 % > 394 600; 35 % > 501 050; 37 % > 751 600	31 500 \$	

Annexe 5

Taux d'imposition analysés : impôts sur le revenu et de franchise

Sources :

1) Pour les États américains - YUSHKOV, Andrey et Katherine LOUGHEAD, State Individual Income Tax Rates and Brackets, Tax Foundation, <https://taxfoundation.org/data/all/state/state-income-tax-rates/>. Consulté en février 2025.

2) Pour le gouvernement fédéral des États-Unis - DURANTE, Alex, 2025 Tax Brackets, Tax Foundation, <https://taxfoundation.org/data/all/federal/2025-tax-brackets/>. Consulté en février 2025.

Remarques :

1) Certaines villes américaines perçoivent un impôt sur le revenu, que nous avons comptabilisé dans la catégorie « autres taxes locales » aux fins du calcul global. Voir l'annexe 8 pour en savoir plus.

2) Les données de certains États sont fondées sur les seuils de 2024, car les montants indexés pour 2025 étaient introuvables. Ainsi, l'impôt réellement payé sera inférieur dans les États suivants : Californie (la déduction forfaitaire et l'exemption personnelle sont celles de 2024), Idaho, Dakota du Nord, Vermont.

3) Une récente loi américaine a fait passer la déduction forfaitaire fédérale de 30 000 \$ à 31 500 \$, ce qui fait aussi augmenter la déduction d'État du Montana, du Dakota du Nord, du Maine et de l'Idaho, puisqu'elle est liée à la déduction fédérale.

Les tranches d'imposition des particuliers ont servi également au calcul du fardeau fiscal total des entreprises individuelles américaines. Pour calculer l'impôt sur le revenu, nous avons présumé que les propriétaires s'occupaient de leur entreprise à temps plein et n'avaient aucune autre source de revenus.

Comme le revenu d'entreprise est imposé selon les mêmes mécanismes que le revenu des particuliers, il est admissible essentiellement aux mêmes avantages fiscaux. Aux fins de notre comparaison, nous avons présumé que les propriétaires d'entreprise appliquaient uniquement les déductions offertes à toutes les entreprises dont le revenu net est transféré directement aux propriétaires et imposé entre leurs mains, y compris les sociétés visées par le sous-chapitre S et les entreprises individuelles. Citons notamment la déduction forfaitaire fédérale, qui fonctionne un peu comme le montant personnel de base au Canada en réduisant le revenu imposable. Une autre déduction fédérale s'applique aux revenus d'entreprise transférés directement aux propriétaires. En effet, la déduction pour revenu d'entreprise admissible (*qualified business income*, ou QBI) permet aux propriétaires de soustraire 20 % de leur revenu d'entreprise dans leur déclaration fédérale une fois la déduction forfaitaire appliquée^{vi,vii}. Beaucoup d'États ont leurs propres déductions forfaitaires et exemptions personnelles (l'exemption personnelle fonctionne généralement comme une déduction forfaitaire). Nous en avons tenu compte et avons présumé que le propriétaire d'entreprise n'avait pas d'enfant, car la présence d'un enfant pourrait hausser le montant de l'exemption.

Impôts sur le revenu des particuliers au Canada

L'impôt canadien sur le revenu des particuliers a servi au calcul du fardeau fiscal des entreprises individuelles, dont le revenu net - contrairement à celui des entreprises constituées en société - est imposé entre les mains du propriétaire (tableau 9). Comme pour le calcul de l'impôt sur le revenu américain, nous avons présumé que les propriétaires s'occupaient de leur entreprise à temps plein et n'avaient aucune autre source de revenus. Le montant personnel de base est un crédit d'impôt qui réduit l'impôt à payer. On calcule la réduction en multipliant le montant personnel de base par le taux d'imposition le plus bas pour chaque province.

Annexe 5

Taux d'imposition analysés : impôts sur le revenu et de franchise

Tableau 9

Impôts sur le revenu des particuliers applicables et leur taux, en 2025, par province canadienne et au fédéral

Province	Données (seuils exprimés en dollars)	Montant personnel de base
Colombie-Britannique	5,06 % > 0; 7,7 % > 49 279; 10,5 % > 98 560; 12,29 % > 113 158; 14,7 % > 137 407; 16,8 % > 186 306; 20,5 % > 259 829	12 932 \$
Alberta	10 % > 0; 12 % > 151 234; 13 % > 181 481; 14 % > 241 974; 15 % > 362 961	22 323 \$
Saskatchewan	10,5 % > 0; 12,5 % > 53 463; 14,5 % > 152 750	18 991 \$
Manitoba	10,8 % > 0; 12,75 % > 47 564; 17,4 % > 101 200	15 969 \$
Ontario	5,05 % > 0; 9,15 % > 52 886; 11,16 % > 105 775; 12,16 % > 150 000; 13,16 % > 220 000	12 747 \$
Québec	14 % > 0; 19 % > 53 255; 24 % > 106 495; 25,75 % > 129 590	18 056 \$
Nouveau-Brunswick	9,4 % > 0; 14 % > 51 306; 16 % > 102 614; 19,5 % > 190 060	13 396 \$
Nouvelle-Écosse	8,79 % > 0; 14,95 % > 30 507; 16,67 % > 61 015; 17,5 % > 95 883; 21 % > 154 650	11 744 \$
Île-du-Prince-Édouard	9,5 % > 0; 13,47 % > 33 328; 16,6 % > 64 656; 17,62 % > 105 000; 19 % > 140 000	14 250 \$
Terre-Neuve-et-Labrador	8,7 % > 0; 14,5 % > 44 192; 15,8 % > 88 382; 17,8 % > 157 792; 19,8 % > 220 910; 20,8 % > 282 214; 21,3 % > 564 429; 21,8 % > 1 128 858	11 067 \$
Fédéral	15 % > 0; 20,5 % > 57 375; 26 % > 114 750; 29 % > 177 882; 33 % > 253 414	16 129 \$

Sources :

- 1) Pour les taux d'imposition et les tranches de revenu (hors Québec) - Gouvernement du Canada, Taux d'imposition et tranches de revenu pour les particuliers, <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/foire-questions-particuliers/taux-imposition-canadiens-particuliers-annee-courante-annees-passees.html>. Consulté en avril 2025.
- 2) Pour les taux d'imposition et les tranches de revenu (au Québec) - Revenu Québec, Taux d'imposition, <https://www.revenuquebec.ca/fr/citoyens/declaration-de-revenus/produire-votre-declaration-de-revenus/taux-dimposition/>. Consulté en avril 2025.
- 3) Pour les montants personnels de base provinciaux - Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), Retenues salariales en 2025, <https://www.cfib-fcei.ca/fr/ressources/retenues-salariales>. Consulté en avril 2025.
- 4) Pour le montant personnel de base fédéral - Gouvernement du Canada, Tables de retenues sur la paie - Retenues aux fins du RPC, de l'AE et de l'impôt sur le revenu - Au Canada au-delà des limites d'une province/territoire ou à l'extérieur du Canada, <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/retenues-paie/t4032-tables-retenues-paie/t4032oc-jan/t4032oc-janvier-information-generale.html>. Consulté en avril 2025.

Annexe 5

Taux d'imposition
analysés :
impôts sur le revenu
et de franchise

Impôts de franchise aux États-Unis

De nombreux États américains, particulièrement ceux qui ne perçoivent aucun impôt sur le revenu des particuliers ou des sociétés, imposent un impôt de franchise aux sociétés visées par le sous-chapitre S. Il s'agit souvent d'un pourcentage du chiffre d'affaires, mais parfois d'un montant fixe ou d'un pourcentage du revenu net d'entreprise. Comme cet impôt est payé par l'entreprise plutôt que ses propriétaires, il est considéré comme une dépense d'entreprise qui réduit le revenu net imposé entre les mains des actionnaires. Pour intégrer l'impôt de franchise sur le chiffre d'affaires à notre comparaison globale, nous avons calculé un chiffre d'affaires fixe^{viii}. Ce type d'impôt ne s'applique généralement pas aux entreprises individuelles.

Tableau 10

Impôts de franchise, en 2025, par État

État	Données	Source	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées	Fardeau fiscal des entreprises non constituées en société analysées
Californie	Le plus élevé des montants suivants : 1,5 % du revenu net d'entreprise ou 800 \$.	Lien Lien	1 750 \$	11 843 \$	0 \$
Texas	Impôt sur le chiffre d'affaires applicable aux entreprises dont le chiffre d'affaires excède 2,47 M\$. Si le chiffre d'affaires dépasse ce montant, mais est inférieur à 20 M\$, différentes options de calcul du revenu imposable sont offertes, et le taux d'imposition est de 0,331 % ^{ix} . La portion du chiffre d'affaires qui dépasse 20 M\$ est imposée au taux de 0,75 % (0,375 % dans le secteur du commerce de détail ou du commerce de gros), sans modification du revenu imposable.	Lien Lien	0 \$	16 833 \$	0 \$
New York	Différents montants fixes correspondant à différentes tranches de chiffre d'affaires.	Lien Lien	1 000 \$	3 000 \$	0 \$
Illinois	Taux d'imposition de 1,5 % applicable au revenu net d'entreprise.	Lien	1 605 \$	10 864 \$	0 \$
Vermont	Montant fixe de 250 \$.	Lien	250 \$	250 \$	0 \$
Minnesota	Différents montants fixes correspondant à différentes tranches de la somme de l'évaluation foncière, de la masse salariale et du chiffre d'affaires.	Lien	260 \$	750 \$	0 \$
Washington	Taux d'imposition variable selon le secteur, applicable au chiffre d'affaires total ^x .	Lien Lien	5 117 \$	34 219 \$	2 309 \$
Ohio	Taux d'imposition de 0,26 % applicable à la portion du chiffre d'affaires qui excède 6 M\$.	Lien	0 \$	3 290 \$	0 \$
Massachusetts	Taux d'imposition de 2 % applicable au revenu net si le chiffre d'affaires excède 6 M\$. Taux d'imposition de 3 % applicable au revenu net si le chiffre d'affaires dépasse 9 M\$. L'État prélève aussi un impôt de 4,56 \$ par tranche de 1 000 \$ de valeur nette ou de valeur des biens tangibles ^{xi} . Un paiement minimum de 456 \$ est exigé si le coût de ces mesures est inférieur à ce montant.	Lien	1 755 \$	26 917 \$	0 \$
Rhode Island	Montant fixe de 400 \$.	Lien	400 \$	400 \$	0 \$

Annexe 5

Taux d'imposition analysés : impôts sur le revenu et de franchise

Terrain d'inégalité : le désavantage fiscal des entreprises canadiennes par rapport aux entreprises américaines

Remarques :

- 1) Certaines villes américaines perçoivent un impôt de franchise, que nous avons comptabilisé dans la catégorie « autres taxes locales » aux fins du calcul global. Voir l'annexe 8.
- 2) Certains États américains perçoivent un impôt de franchise distinct auprès des banques et des autres institutions financières; nous n'en avons pas tenu compte.
- 3) Les sources ont été consultées en février 2025.

Contrairement aux impôts et taxes sur la masse salariale, les biens immobiliers et le chiffre d'affaires, qui sont fondés sur un montant fixe (voir l'annexe 3 du rapport principal), l'impôt sur le revenu est fondé sur le revenu net, qui varie d'un endroit à l'autre (tableau 11). Cette disparité tient au fait que le revenu net est déterminé en déduisant les impôts considérés comme des dépenses d'entreprise du revenu net avant impôt. Comme l'ampleur de ces dépenses (taxes sur la masse salariale, impôt foncier et impôt de franchise) varie d'un état à l'autre, le revenu imposable est supérieur dans les États où elles sont faibles. Bien que l'impôt de franchise de certains États américains soit basé sur le revenu net, il s'applique avant le transfert du revenu net d'entreprise aux actionnaires. Pour ces États, les chiffres ci-dessous tiennent compte du revenu net qui serait transféré aux actionnaires après l'impôt de franchise. Dans l'ensemble, l'exclusion de l'impôt fondé sur la localisation hausserait les revenus nets des microentreprises et des petites entreprises analysées (chiffres non fournis), car moins de dépenses d'entreprise viendraient réduire le revenu imposable.

Annexe 5

Taux d'imposition analysés : impôts sur le revenu et de franchise

Tableau 11
Revenu net assujéti à l'impôt sur le revenu, par province ou État

Province/État	Microentreprise	Petite entreprise	Entreprise non constituée en société
Colombie-Britannique	117 973 \$	762 053 \$	50 000 \$
Alberta	113 571 \$	768 225 \$	50 000 \$
Saskatchewan	116 132 \$	785 143 \$	50 000 \$
Manitoba	114 353 \$	772 879 \$	50 000 \$
Ontario	115 159 \$	752 183 \$	50 000 \$
Québec	104 305 \$	685 414 \$	50 000 \$
Nouveau-Brunswick	105 535 \$	714 273 \$	50 000 \$
Nouvelle-Écosse	105 353 \$	710 154 \$	50 000 \$
Île-du-Prince-Édouard	106 492 \$	720 840 \$	50 000 \$
Terre-Neuve-et-Labrador	109 182 \$	739 354 \$	50 000 \$
Californie	113 551 \$	768 435 \$	49 377 \$
Texas	116 567 \$	770 469 \$	50 000 \$
Floride	118 100 \$	790 528 \$	50 000 \$
New York	104 525 \$	700 095 \$	48 000 \$
Pennsylvanie	109 302 \$	715 906 \$	44 526 \$
Montana	117 555 \$	795 744 \$	50 000 \$
Michigan	107 322 \$	707 771 \$	50 000 \$
Illinois	105 369 \$	713 435 \$	50 000 \$
Dakota du Nord	118 387 \$	800 317 \$	50 000 \$
Vermont	111 203 \$	729 652 \$	50 000 \$
Maine	116 750 \$	780 453 \$	50 000 \$
Minnesota	116 012 \$	761 310 \$	50 000 \$
Washington	109 408 \$	741 531 \$	46 603 \$
Ohio	113 247 \$	761 953 \$	50 000 \$
Massachusetts	112 050 \$	733 952 \$	50 000 \$
Idaho	118 001 \$	798 599 \$	50 000 \$
Wyoming	118 379 \$	801 243 \$	50 000 \$
Dakota du Sud	118 894 \$	803 363 \$	50 000 \$
Indiana	115 815 \$	768 538 \$	50 000 \$
Rhode Island	110 817 \$	732 692 \$	50 000 \$

Source : Analyse et calculs de la FCEI des taux d'imposition et des seuils fixés par les gouvernements.

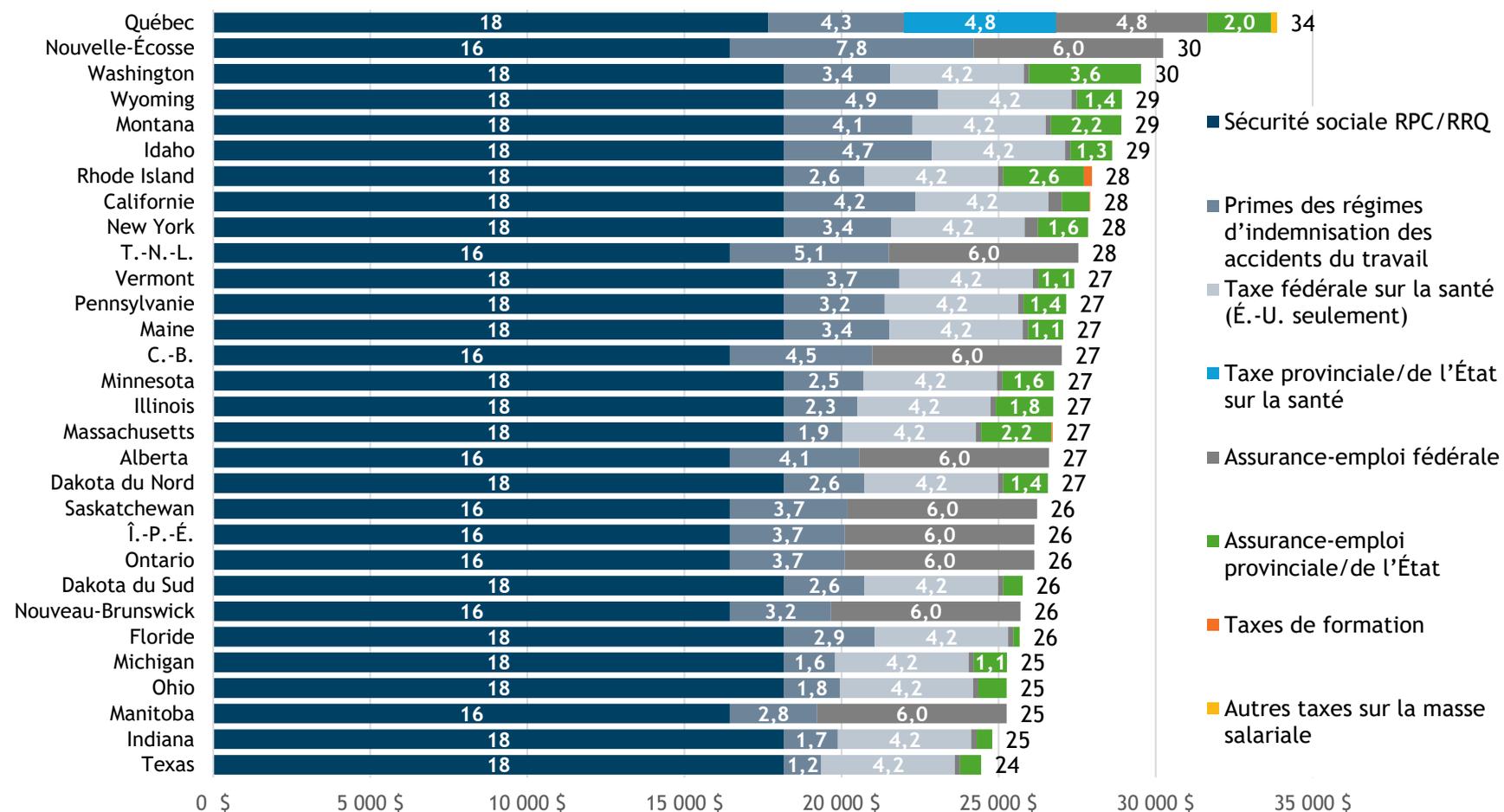
Annexe 5

Taux d'imposition analysés : impôts sur le revenu et de franchise

Pour chaque province et État analysé, tous les types de taxes sur la masse salariale sont calculés en fonction d'un nombre d'employés et d'un salaire horaire identiques (voir l'annexe 3 du document principal). Une ventilation des taxes sur la masse salariale payables dans chaque province et État analysé est présentée ci-dessous (voir les figures 22 et 23), suivie d'un aperçu de chaque catégorie.

Figure 22

VENTILATION DES TAXES SUR LA MASSE SALARIALE PAYÉES PAR LES MICROENTREPRISES ANALYSÉES (EN MILLIERS DE DOLLARS; CHIFFRES ARRONDIS)

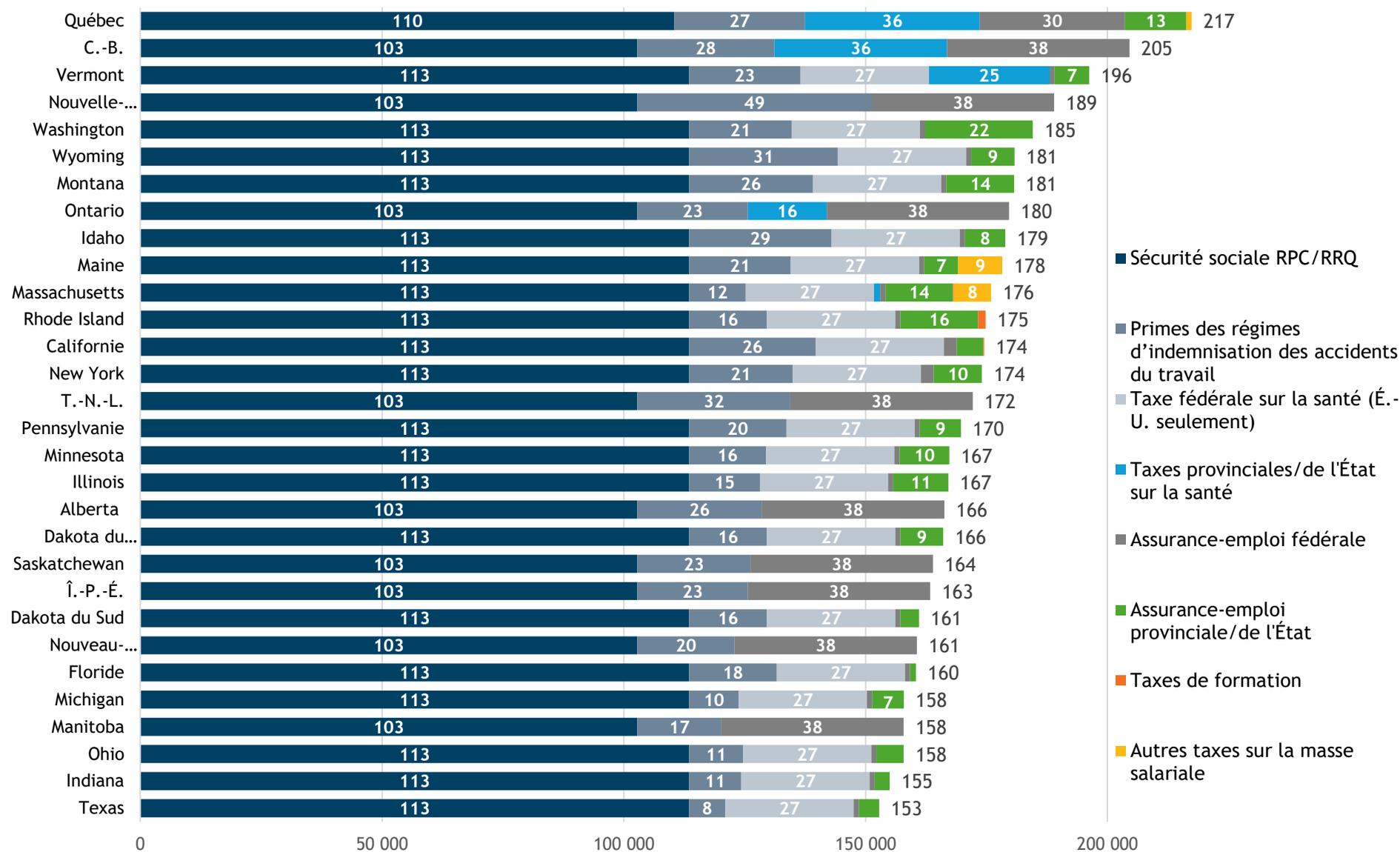


Annexe 6

Taux d'imposition analysés : taxes sur la masse salariale

Figure 23

VENTILATION DES TAXES SUR LA MASSE SALARIALE PAYÉES PAR LES PETITES ENTREPRISES ANALYSÉES (EN MILLIERS DE DOLLARS; CHIFFRES ARRONDIS)



Annexe 6

Taux d'imposition analysés : taxes sur la masse salariale

Assurance sociale

Le Canada et les États-Unis ont tous les deux un régime fédéral d'assurance sociale, auquel cotisent les employeurs et les employés, qui constitue un fonds de retraite pour les travailleurs (tableau 12). Le Québec impose et administre son propre régime de retraite, tandis que toutes les autres provinces participent au Régime de pensions du Canada (RPC).

Tableau 12

Cotisations d'assurance sociale par endroit analysé

Régime	Données	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées
Régime de pensions du Canada (RPC)	Taux de cotisation de 5,95 % sur les gains supérieurs à l'exemption de base de 3 500 \$, mais inférieurs à 71 300 \$. Pour les gains entre 71 300 \$ et 81 200 \$, le taux de cotisation baisse à 4 %.	16 443 \$	102 769 \$
Régime de rentes du Québec (RRQ)	Taux de cotisation de 6,4 % sur les gains supérieurs à l'exemption de base de 3 500 \$, mais inférieurs à 71 300 \$. Pour les gains entre 71 300 \$ et 81 200 \$, le taux de cotisation baisse à 4 %.	17 663 \$	110 396 \$
Sécurité sociale (États-Unis)	Taux de cotisation de 6,2 % sur tous les gains des employés jusqu'à 176 100 \$.	18 158 \$	113 485 \$

Sources :

- 1) Pour le RPC - Gouvernement du Canada, Taux de cotisation au RPC, les maximums et les exemptions, <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/entreprises/sujets/retenues-paie/retenues-paie-cotisations/regime-pensions-canada-rpc/taux-cotisations-rpc-maximums-exemptions.html>. Consulté en avril 2025.
- 2) Pour le RPC - Gouvernement du Canada, Taux de la deuxième cotisation supplémentaire au RPC (RPC2) et maximums, <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/entreprises/sujets/retenues-paie/calculer-retenues/preparer-deductions/deuxieme-taux-maximums-cotisation-supplementaires-rpc.html>. Consulté en avril 2025.
- 3) Pour le RRQ - Revenu Québec, Maximum des gains admissibles et taux de cotisation au Régime de rentes du Québec, <https://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/retenues-et-cotisations/calculer-les-retenues-a-la-source-et-vos-cotisations-demployeur/regime-de-rentes-du-quebec/maximum-du-salaire-admissible-et-taux-de-cotisation/>. Consulté en avril 2025.
- 4) Pour la sécurité sociale aux États-Unis - Internal Revenue Agency, Publication 15 (2025), Circular E, Employer's Tax Guide, <https://www.irs.gov/publications/p15>. Consulté en avril 2025.

Annexe 6

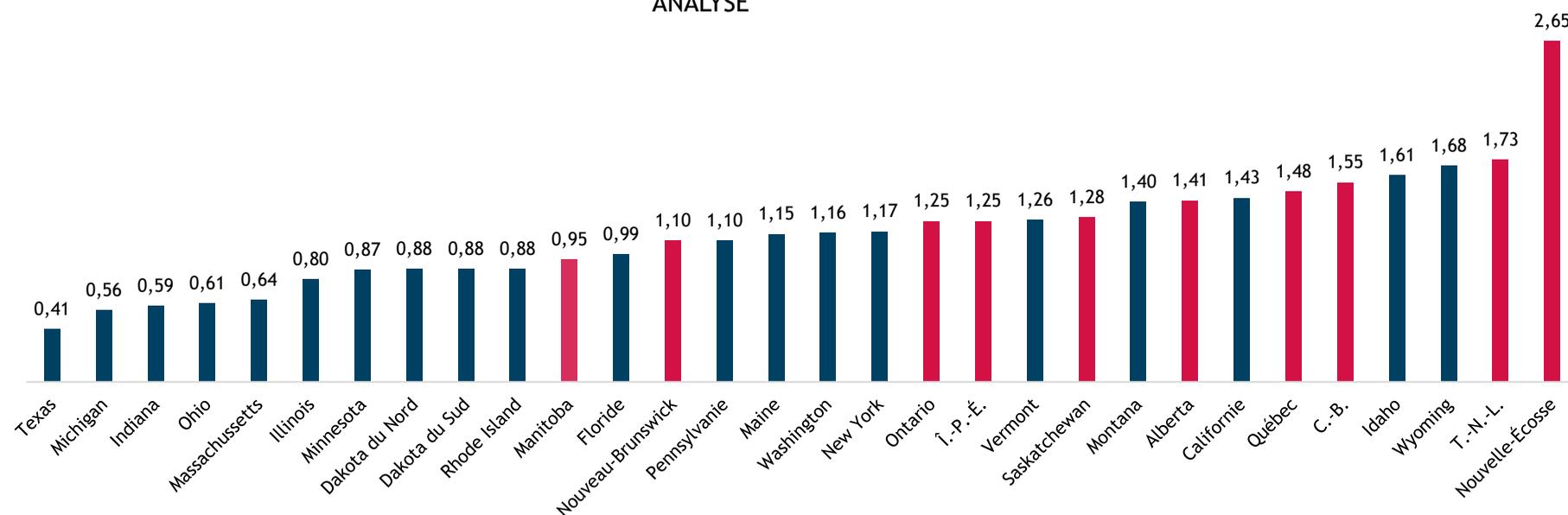
Taux d'imposition analysés : taxes sur la masse salariale

Primes des régimes d'indemnisation des accidents du travail

Les employeurs assument une partie des coûts des accidents du travail en cotisant à un régime d'indemnisation qui offre des prestations aux travailleurs touchés. Les primes varient d'un secteur à l'autre : plus le secteur est à risque, plus la prime est élevée. Afin de brosser un portrait global, tous secteurs confondus, nous avons utilisé le taux de prime moyen dans chaque province et État (figure 24).

Figure 24

TAUX DE PRIME MOYEN DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL, PAR PROVINCE ET ÉTAT ANALYSÉ



Sources :

1) Pour les provinces canadiennes - Association des commissions des accidents du travail du Canada, Taux moyens provisoires des cotisations, <https://awcbc.org/fr/statistics/cotisations-et-primes/taux-moyens-provisoire-des-cotisations>. Consulté en février 2025.

2) Pour les États américains - National Academy of Social Insurance, Workers' Compensation Benefits, Costs, and Coverage - 2022 Data, <https://www.nasi.org/research/workers-compensation/workers-compensation-benefits-costs-and-coverage-2022-data/>. Consulté en février 2025.

Taxes relatives à la santé ou l'éducation

Cinq gouvernements provinciaux obligent les entreprises à payer une forme d'impôt servant à financer la santé ou l'éducation (tableau 13). En Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, cette contribution finance uniquement les services de santé; à Terre-Neuve-et-Labrador et au Manitoba, elle finance aussi l'enseignement postsecondaire. Le régime québécois est le plus lourd des cinq : contrairement aux autres provinces, le Québec ne prévoit aucun plancher d'application. En revanche, les planchers du Manitoba et de Terre-Neuve-et-Labrador sont assez élevés pour qu'aucune des microentreprises et des petites entreprises analysées n'ait à payer.

Tableau 13

Contributions des employeurs aux services de santé ou d'éducation, en 2025, par province

Province	Données	Source	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées
Colombie-Britannique	Taux de cotisation de 5,85 % si la rémunération est supérieure à 1 M\$, mais inférieure à 1,5 M\$. Les entreprises dont la masse salariale dépasse 1,5 M\$ sont assujetties à un taux de cotisation de 1,5 % sur la totalité de la rémunération.	Lien	0 \$	35 693 \$
Alberta	Aucune contribution			
Saskatchewan	Aucune contribution			
Manitoba	Taux de cotisation de 4,3 % si la rémunération est supérieure à 2,25 M\$, mais inférieure à 4,5 M\$. Les entreprises dont la masse salariale dépasse 4,5 M\$ sont assujetties à un taux de cotisation de 2,15 % sur la totalité de la rémunération.	Lien	0 \$	0 \$
Ontario	En règle générale, taux de cotisation de 1,95 % si la rémunération est supérieure à 1 M\$, mais inférieure à 5 M\$. Les entreprises dont la masse salariale dépasse 5 M\$ sont assujetties à un taux de cotisation de 1,95 % sur la totalité de la rémunération.	Lien	0 \$	16 193 \$
Québec	Taux de cotisation de 1,65 % applicable à la masse salariale totale si elle est inférieure à 1 M\$; taux de 4,26 % si elle excède 7,8 M\$. Pour les employeurs dont la masse salariale se situe entre 1 M\$ et 7,8 M\$, le taux de cotisation augmente graduellement selon la formule suivante : $1,2662 + (0,3838 \times \text{masse salariale totale} / 1 \text{ M\$}) = \text{pourcentage applicable}$	Lien	4 832 \$	36 035 \$
Nouveau-Brunswick	Aucune contribution			
Nouvelle-Écosse	Aucune contribution			
Île-du-Prince-Édouard	Aucune contribution			
Terre-Neuve-et-Labrador	Taux de cotisation de 2 % applicable à la rémunération totale si elle excède 2 M\$.	Lien	0 \$	0 \$

Annexe 6

Taux d'imposition analysés : taxes sur la masse salariale

Deux États américains analysés obligent les entreprises à payer une forme d'impôt servant à financer les services de santé. Notre analyse en tient compte, bien qu'une comparaison directe soit impossible. Le Massachusetts prélève auprès des entreprises de 6 employés ou plus un montant correspondant à 0,34 % sur la première tranche de 15 000 \$ de gains de chaque travailleur^{xii,xiii}. Au Vermont, le fardeau fiscal est beaucoup plus lourd : les entreprises doivent payer 296,89 \$ par employé chaque trimestre dans le cadre de la Health Care Fund Contribution Assessment (HCFCA), mais les 4 premiers employés sont exemptés^{xiv,xv}. Les microentreprises analysées n'avaient rien à payer dans ces deux États vu leur très faible nombre d'employés, tandis que les petites entreprises payaient respectivement 1 275 \$ et 24 939 \$. Par ailleurs, toutes les entreprises américaines (tous États confondus) doivent payer une taxe fédérale pour financer le régime d'assurance maladie Medicare. Cette taxe de 1,45 % sur la masse salariale correspond à 4 247 \$ pour les microentreprises analysées et à 26 541 \$ pour les petites entreprises analysées^{xvi}.

Assurance-emploi

Le Canada et les États-Unis ont tous les deux un régime fédéral d'assurance-emploi (tableau 14). Le régime américain est cependant beaucoup plus restreint, car les États ont leurs propres régimes. Les taux fédéraux sont identiques dans tous les États sauf la Californie et New York, qui étaient assujettis à des taux supérieurs en 2024 parce que les employeurs devaient contribuer au remboursement de prêts fédéraux. Le régime d'assurance-emploi du Canada s'applique uniformément à toutes les provinces sauf le Québec, qui bénéficie d'un taux moindre puisqu'il s'est retiré du régime fédéral de congés parentaux pour créer et administrer le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) (voir tableau 15).

Tableau 14

Régimes fédéraux d'assurance-emploi applicables et leur taux, en 2025-2024^{xvii}

Régime	Taux	Rémunération assurable maximale (plafond)	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées
Régime d'assurance-emploi du Canada (hors Québec)	2,296 %	65 700 \$	6 034 \$	37 712 \$
Régime d'assurance-emploi du Canada (au Québec)	1,834 %	65 700 \$	4 820 \$	30 123 \$
Régime fédéral d'assurance-emploi des États-Unis (sauf New York et la Californie)	0,6 %	7 000 \$	168 \$	1 050 \$
Régime fédéral d'assurance-emploi des États-Unis (New York et Californie)	1,5 %	7 000 \$	420 \$	2 625 \$

Sources :

1) Pour l'assurance-emploi du Canada - Gouvernement du Canada, Taux de cotisation à l'AE et maximums, <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/entreprises/sujets/retenu-es-paie/retenu-es-paie-cotisations/assurance-emploi-ae/taux-cotisation-a-ae-maximums.html>. Consulté en avril 2025.

2) Pour le régime fédéral d'assurance-emploi des États-Unis - United States Department of Labor, FUTA Credit Reductions, https://oui.doleta.gov/unemploy/futa_credit.asp. Consulté en avril 2025.

Annexe 6

Taux d'imposition analysés : taxes sur la masse salariale

Comme au Québec, chaque État américain administre son propre régime d'assurance-emploi (tableau 15). Les taux et les seuils applicables varient d'un endroit à l'autre. Dans certains États, les taux varient selon le risque et les antécédents de l'employeur; nous avons donc utilisé la moyenne de chaque État pour dresser un portrait global des coûts. Beaucoup d'États imposent également une surtaxe qui n'est pas comptabilisée dans le taux de base. Nous en avons tenu compte dans nos calculs.

Tableau 15

Régimes d'assurance-emploi du Québec et des États applicables et leur taux, en 2025-2024^{xviii}

Province/État	Taux moyen	Rémunération assurable maximale (plafond)	Surtaxes	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées
Régime québécois d'assurance parentale	0,69 %	98 000 \$	Aucune	2 027 \$	12 666 \$
Californie	3,14 %	7 000 \$	0,1 %	879 \$	5 495 \$
Texas	1,77 %	9 000 \$	Aucune	673 \$	4 208 \$
Floride	0,7 %	7 000 \$	0,2 %	196 \$	1 225 \$
New York	3 %	12 500 \$	Aucune	1 598 \$	9 984 \$
Pennsylvanie	3,4 %	10 000 \$	Aucune	1 360 \$	8 500 \$
Montana	1,14 %	43 000 \$	0,16 %	2 236 \$	13 975 \$
Michigan	2,77 %	9 500 \$	Aucune	1 053 \$	6 579 \$
Illinois	2,8 %	13 590 \$	0,55 %	1 821 \$	11 382 \$
Dakota du Nord	0,81 %	43 800 \$	Aucune	1 419 \$	8 870 \$
Vermont	2 %	14 300 \$	Aucune	1 144 \$	7 150 \$
Maine	2,03 %	12 000 \$	0,3 %	1 118 \$	6 990 \$
Minnesota	0,88 %	42 000 \$	0,1 %	1 646 \$	10 290 \$
Washington	1,27 %	68 500 \$	0,03 %	3 562 \$	22 263 \$
Ohio	2,5 %	9 000 \$	Aucune	900 \$	5 625 \$
Massachusetts	3,73 %	15 000 \$	Aucune	2 238 \$	13 988 \$
Idaho	0,6 %	53 500 \$	0,02 %	1 332 \$	8 326 \$
Wyoming	1,1 %	30 900 \$	0,06 %	1 434 \$	8 961 \$
Dakota du Sud	0,73 %	15 000 \$	0,295 %	615 \$	3 844 \$
Indiana	1,3 %	9 500 \$	Aucune	494 \$	3 088 \$
Rhode Island	2,2 %	29 200 \$	Aucune	2 570 \$	16 060 \$

Sources :

1) Pour le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) - Revenu Québec, Maximum de revenus assurables et taux de cotisation au Régime québécois d'assurance parentale, <https://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/retenues-et-cotisations/calculer-les-retenues-a-la-source-et-vos-cotisations-demployeur/regime-quebecois-dassurance-parentale/maximum-de-revenus-assurables-et-taux-de-cotisation/>. Consulté en février 2025.

Annexe 6

Taux d'imposition analysés : taxes sur la masse salariale

Terrain d'inégalité : le désavantage fiscal des entreprises canadiennes par rapport aux entreprises américaines

2) Pour tous les régimes d'assurance-emploi des États - United States Department of Labor, Average Employer Contribution Rates by State, https://oui.doleta.gov/unemploy/avg_employ.asp. Consulté en février 2025.

3) Pour les surtaxes associées aux régimes d'assurance-emploi des États - Ernst & Young, State unemployment insurance wage bases and tax rates for 2025 (preliminary as of January 25, 2025), <https://taxnews.ey.com/news/2025-0392-state-unemployment-insurance-wage-bases-and-tax-rates-for-2025-preliminary-as-of-january-25-2025>. Consulté en février 2025.

Remarque : Certains taux de la liste « Surtaxes » sont plutôt considérés comme des taxes de formation. Ils ont donc été catégorisés comme tels aux fins du présent rapport (voir le tableau 15).

Taxes de formation

Le Québec et trois États américains imposent aux employeurs une forme de taxe servant à financer des programmes de développement des compétences (tableau 16).

Tableau 16

Taxes de formation par province ou État analysé

Province/État	Données	Source	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre du Québec	Cotisation de 1 % applicable à la masse salariale totale si celle-ci dépasse 2 M\$.	Lien	0 \$	0 \$
Taxe de formation de la main-d'œuvre de la Californie	Taxe de 0,1 % applicable à la première tranche de 7 000 \$ de gains de chaque employé.	Lien	28 \$	175 \$
Fonds de formation de la main-d'œuvre du Massachusetts	Taxe de 0,056 % applicable à la première tranche de 15 000 \$ de gains de chaque employé.	Lien	34 \$	210 \$
Fonds de développement professionnel du Rhode Island	Taxe de 0,21 % applicable à la première tranche de 29 800 \$ de gains de chaque employé ^{xix} .	Lien	250 \$	1 565 \$

Remarque : Les sources ont été consultées en février 2025.

Annexe 6

Taux d'imposition analysés : taxes sur la masse salariale

Autres taxes sur la masse salariale

Le Québec applique une autre taxe : la cotisation relative aux normes du travail^{xx}. Correspondant à 0,06 % du total des rémunérations, elle s'élève à 176 \$ pour la microentreprise et à 1 098 \$ pour la petite entreprise. Par ailleurs, le Vermont impose une taxe de 0,33 % sur la totalité de la rémunération pour financer les services de garde d'enfants. Cette taxe représente un coût de 966 \$ pour les microentreprises et de 6 040 \$ pour les petites entreprises analysées^{xxi,xxii}. Enfin, trois États américains imposent aux employeurs une forme de taxe qui finance les congés payés pour raisons familiales ou médicales (tableau 17)^{xxiii}.

Tableau 17

Taxe pour le financement des congés payés pour raisons familiales ou médicales, par État analysé

État	Données	Source	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées
Maine	0,5 % de la rémunération totale si l'entreprise compte plus de 14 employés.	Lien	0 \$	9 152 \$
Washington	0,92 % sur les salaires allant jusqu'à 176 100 \$ par employé si l'entreprise compte plus de 49 employés.	Lien	0 \$	0 \$
Massachusetts	0,42 % de la rémunération totale si l'entreprise compte plus de 24 employés.	Lien	0 \$	7 688 \$

Remarque : Les sources ont été consultées en février 2025.

Annexe 6

Taux d'imposition analysés : taxes sur la masse salariale

Impôts fonciers

Aux fins de comparaison, nous utilisons une évaluation foncière fixe pour le calcul de l'impôt foncier payé. Nos résultats doivent être interprétés avec prudence, car l'impôt foncier varie beaucoup selon le marché immobilier local. Les administrations où les prix sont élevés ont souvent des taux d'impôt foncier relativement faibles, puisqu'un taux élevé n'est pas nécessaire pour générer un certain niveau de revenus, contrairement aux endroits où les prix sont bas. Idéalement, nous aurions utilisé pour chaque municipalité l'évaluation foncière moyenne des immeubles commerciaux ou non résidentiels, mais nous n'avons pas accès à ces données.

Certaines provinces, dont l'Alberta, appliquent un seul taux d'imposition à tous les immeubles non résidentiels, tandis que d'autres ont plusieurs taux. La Colombie-Britannique, par exemple, fait une distinction entre les immeubles commerciaux et les immeubles industriels. En présence de plusieurs taux, nous avons toujours retenu le taux par défaut applicable aux immeubles commerciaux. Les taux d'impôt foncier sont généralement exprimés sous forme de taux par mille : X \$ par tranche de 1 000 \$ d'évaluation foncière. Pour faciliter les choses, nous avons converti ces taux en pourcentages en les divisant par 1 000. Certaines municipalités appliquent un coefficient d'évaluation, de sorte que seule une portion de la valeur réelle de l'immeuble est imposable (p. ex., 65 % à Winnipeg, au Manitoba). Nous en avons tenu compte dans le calcul de l'impôt foncier payé, mais une simple comparaison des taux d'imposition serait trompeuse. Aux fins de calcul de l'impôt foncier municipal, nous avons comparé les plus grandes villes de chaque province et État.

Impôts fonciers municipaux au Canada

Tableau 18

Impôts fonciers municipaux applicables et leur taux, en 2024-2025, par municipalité analysée

Municipalité	Taux d'imposition municipal total	Coefficient d'évaluation	Source	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées
Vancouver (C.-B.)	0,75 %	100 %	Lien	3 353 \$	22 353 \$
Calgary (Alb.)	1,80 %	100 %	Lien	8 088 \$	53 919 \$
Saskatoon (Sask.)	1,36 %	85 %	Lien	5 206 \$	34 704 \$
Winnipeg (Man.) ^{xxiv}	2,73 %	65 %	Lien	7 980 \$	53 200 \$
Toronto (Ont.) ^{xxv}	1,19 % / 1,4 %	100 %	Lien	5 338 \$	41 864 \$
Montréal (Qc) ^{xxvi,xxvii,xxviii}	Variable	100 %	Lien	11 484 \$	94 671 \$
Moncton (N.-B.)	2,31 %	100 %	Lien	10 415 \$	69 432 \$
Halifax (N.-É.) ^{xxix}	2,9 % / 3,06 %	100 %	Lien	13 037 \$	91 710 \$
Charlottetown (Î.-P.-É.)	2,36 %	100 %	Lien	10 620 \$	70 800 \$
St. John's (T.-N.-L.)	2,95 %	100 %	Lien	13 275 \$	88 500 \$

Annexe 7

Taux d'imposition analysés : impôts fonciers

Terrain d'inégalité : le désavantage fiscal des entreprises canadiennes par rapport aux entreprises américaines

Remarques :

- 1) Les sources ont été consultées en juillet 2025.
- 2) Les immeubles commerciaux situés à Toronto (Ont.), Montréal (Qc), Halifax (N.-É.), Jacksonville (FL), Philadelphie (PA), Billings (MT), Détroit (MI), Indianapolis (IN), Providence (RI) et Minneapolis (MN) sont assujettis à un taux variable. Le taux d'impôt foncier effectif dépend donc de l'évaluation foncière.

Toutes les villes canadiennes analysées perçoivent un impôt foncier sur les immeubles commerciaux, et la plupart appliquent un taux unique (tableau 18). D'autres offrent des taux variables selon différents facteurs dont nous avons tenu compte dans le calcul du fardeau fiscal total.

Impôts fonciers provinciaux au Canada

Toutes les provinces, sauf Terre-Neuve-et-Labrador, perçoivent une forme d'impôt foncier provincial (tableau 19).

Tableau 19

Impôts fonciers provinciaux applicables et leur taux, en 2024-2025, par province

Province	Taux d'imposition provincial	Coefficient d'évaluation	Source	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées
Colombie-Britannique	0,37 %	100 %	Lien	1 657 \$	11 050 \$
Alberta	0,39 %	100 %	Lien	1 735 \$	11 567 \$
Saskatchewan	0,64 %	85 %	Lien	2 437 \$	16 244 \$
Manitoba	0,82 %	65 %	Lien	2 408 \$	16 052 \$
Ontario ^{xxx}	0,75 % / 0,88 %	100 %	Lien	3 366 \$	26 400 \$
Québec ^{xxxi}	0,08 %	Variable	Lien	358 \$	2 506 \$
Nouveau-Brunswick	1,86 %	100 %	Lien	8 352 \$	55 680 \$
Nouvelle-Écosse	0,31 %	100 %	Lien	1 373 \$	9 150 \$
Île-du-Prince-Édouard	1,5 %	100 %	Lien	6 750 \$	45 000 \$
Terre-Neuve-et-Labrador	Aucune				

Remarques :

- 1) Les sources ont été consultées en juillet 2025.
- 2) Les immeubles commerciaux situés en Ontario sont assujettis à un taux variable. Le taux d'impôt foncier effectif dépend donc de l'évaluation foncière.

Annexe 7

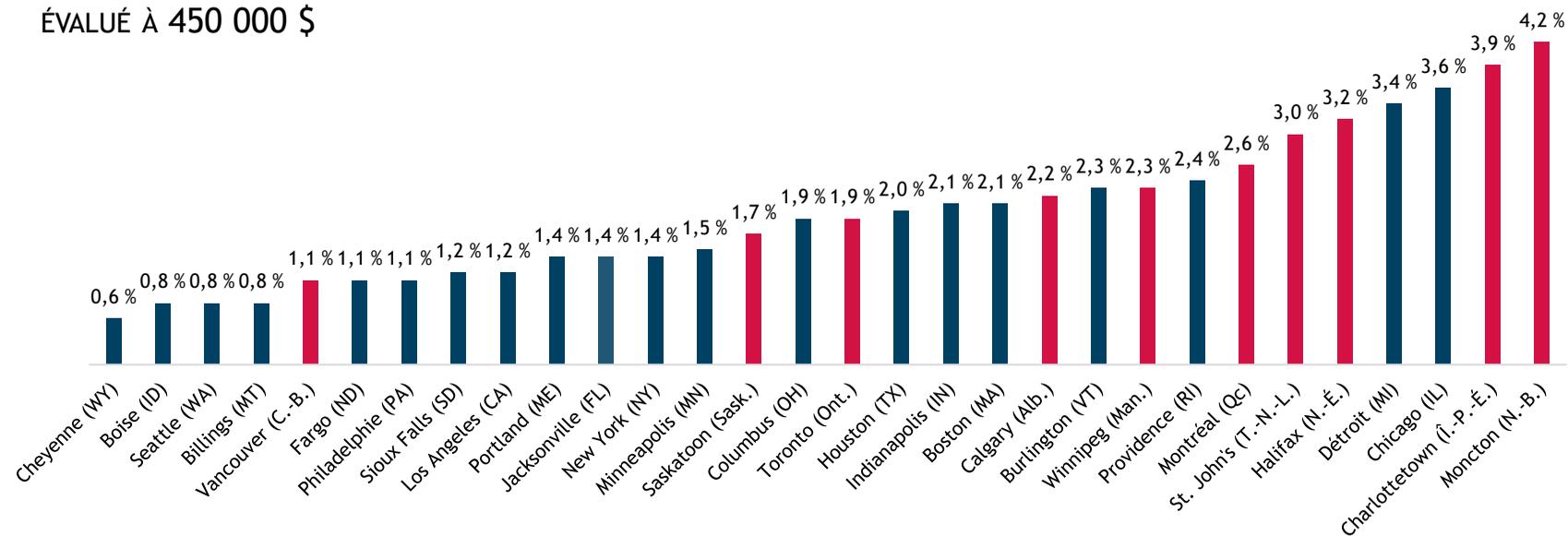
Taux d'imposition analysés : impôts fonciers

Taux d'impôt foncier effectifs combinés

Les taux effectifs combinés des municipalités américaines étaient connus. Pour calculer ceux des municipalités canadiennes, nous avons divisé le total de l'impôt foncier payé par l'évaluation foncière^{xxxii}. Les taux d'impôt foncier effectifs combinés sont généralement plus bas pour les microentreprises analysées (figure 25) que pour les PME analysées (figure 26) vu l'existence de taux variables.

Figure 25

TAUX D'IMPÔT FONCIER EFFECTIF TOTAL PAR VILLE ANALYSÉE, POUR UN IMMEUBLE COMMERCIAL ÉVALUÉ À 450 000 \$



Sources :

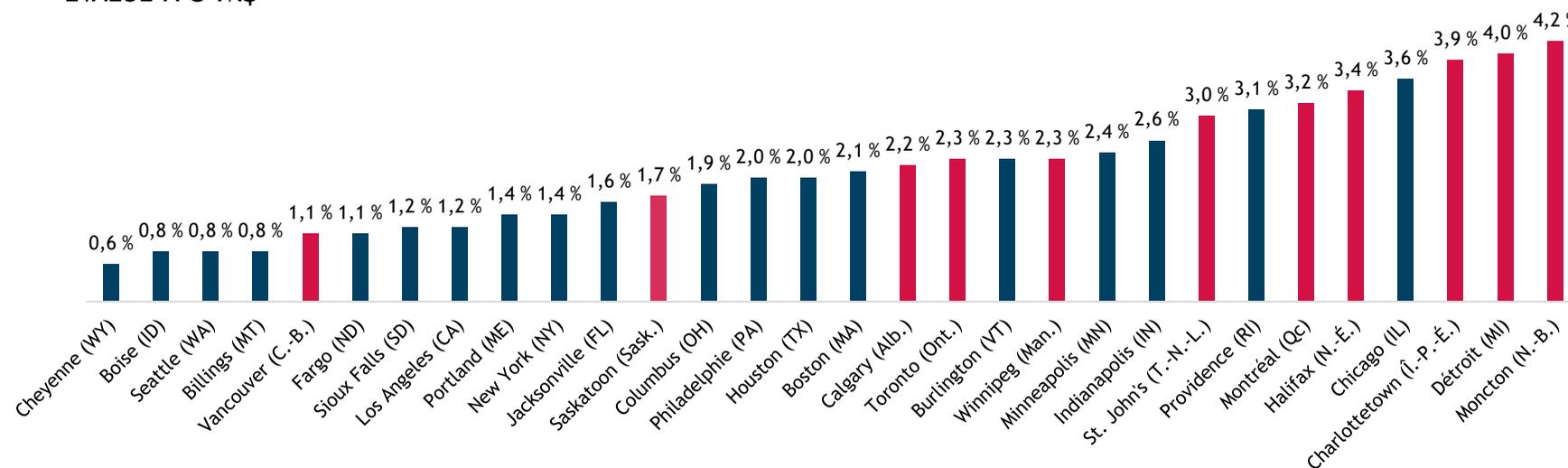
1) Pour les provinces canadiennes - Voir les tableaux 18 et 19.

2) Pour les États américains - Lincoln Institute of Land Policy, 50-State Property Tax Comparison Study For Taxes Paid in 2024, <https://www.lincolninst.edu/publications/other/50-state-property-tax-comparison-study-2024>. Consulté en juillet 2025.

Remarque : Les immeubles commerciaux situés à Toronto (Ont.), Montréal (Qc), Halifax (N.-É.), Jacksonville (FL), Philadelphie (PA), Billings (MT), Détroit (MI), Indianapolis (IN), Providence (RI) et Minneapolis (MN) sont assujettis à un taux variable. Le taux d'impôt foncier effectif dépend donc de l'évaluation foncière.

Figure 26

TAUX D'IMPÔT FONCIER EFFECTIF TOTAL PAR VILLE ANALYSÉE, POUR UN IMMEUBLE COMMERCIAL ÉVALUÉ À 3 M\$



Sources :

1) Pour les provinces canadiennes - Voir les tableaux 18 et 19.

2) Pour les États américains - Lincoln Institute of Land Policy, 50-State Property Tax Comparison Study For Taxes Paid in 2024, <https://www.lincolninst.edu/publications/other/50-state-property-tax-comparison-study-2024>. Consulté en juillet 2025.

Remarque : Les immeubles commerciaux situés à Toronto (Ont.), Montréal (Qc), Halifax (N.-É.), Jacksonville (FL), Philadelphie (PA), Billings (MT), Détroit (MI), Indianapolis (IN), Providence (RI) et Minneapolis (MN) sont assujettis à un taux variable. Le taux d'impôt foncier effectif dépend donc de l'évaluation foncière.

De nombreuses villes américaines imposent aux entreprises d'autres taxes peu répandues dans les municipalités canadiennes, qui s'apparentent à des impôts de franchise (tableau 20). Contrairement à la plupart des impôts de franchise des États, ces taxes s'appliquent souvent à toutes les entreprises constituées en société ou non, mais les taux peuvent varier. Nous en avons tenu compte dans la comparaison globale. Comme ces taxes s'appliquent à l'entreprise et non à ses propriétaires (à l'exception de l'impôt sur le revenu des comtés de l'Indiana), elles sont soustraites du revenu net avant impôt dans les déclarations de revenus des particuliers, comme les impôts de franchise et les taxes sur la masse salariale des États. Comme les taxes locales s'appliquent généralement à la portion des activités de l'entreprise (p. ex., revenu net, chiffre d'affaires) associée à la municipalité et varient souvent selon le lieu de résidence des propriétaires, nous avons présumé que toutes les activités de l'entreprise se déroulaient dans les municipalités analysées et que tous les propriétaires y résidaient.

Annexe 7

Taux d'imposition analysés : impôts fonciers

Tableau 20
Autres taxes locales par ville analysée

Ville (État)	Données	Source	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées	Fardeau fiscal des entreprises non constituées en société analysées
Los Angeles (CA)	Un impôt de franchise de 0,13 % du chiffre d'affaires total s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires excède 100 000 \$.	Lien	1 380\$	9 227 \$	623 \$
New York (NY)	1) Les entreprises constituées en société paient un impôt de franchise correspondant au montant le plus élevé obtenu selon quatre méthodes de calcul. Dans nos exemples, le montant le plus élevé correspondait à 8,85 % du revenu net. 2) Une taxe sur la masse salariale, dont le taux varie selon le niveau des dépenses salariales dans deux régions de l'État, s'applique aux entreprises dont les dépenses salariales cumulées dans les deux régions excèdent 312 500 \$ ^{xxxiii,xxxiv} . 3) Les entreprises non constituées en société paient un impôt de 4 % applicable au revenu net.	1) Lien 2) Lien 3) Lien	1) 10 246 \$ 2) 0 \$ 3) 0 \$	1) 69 332 \$ 2) 10 982 \$ 3) 0 \$	1) 0 \$ 2) 0 \$ 3) 2 000 \$
Philadelphie (PA)	1) Impôt de franchise à deux volets : taux de 0,415 % applicable au chiffre d'affaires et taux de 5,81 % applicable au revenu net. 2) En plus des montants au point 1, les entreprises individuelles sont assujetties à un impôt additionnel de 3,75 % applicable au revenu net.	1) Lien 2) Lien	1) 8 374 \$ 2) 0 \$	1) 55 074 \$ 2) 0 \$	1) 0 \$ 2) 5 474 \$ au total
Détroit (MI)	1) Impôt de franchise de 2 % applicable au revenu net. 2) Impôt de 2,4 % sur le revenu des particuliers actionnaires de l'entreprise. ^{xxxv}	1) Lien 2) Lien	1) 2 190 \$ 2) 2 518 \$	1) 14 444 \$ 2) 16 756 \$	1) 0 \$ 2) 1 171 \$
Seattle (WA)	1) Un impôt de franchise correspondant à 0,222 % du chiffre d'affaires total s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires excède 100 000 \$.	1) Lien 2) Lien	1) 2 412 \$ 2) 0 \$	1) 16 129 \$ 2) 0 \$	1) 1 088 \$ 2) 0 \$

Annexe 8

Taux d'imposition analysés : autres taxes locales

Ville (État)	Données	Source	Fardeau fiscal des microentreprises analysées	Fardeau fiscal des petites entreprises analysées	Fardeau fiscal des entreprises non constituées en société analysées
	2) Une taxe sur la masse salariale (dont le taux varie) s'applique aux entreprises dont les dépenses salariales totales à Seattle excèdent 8 837 302 \$ et comptant au moins un employé gagnant 189 989 \$ ou plus.				
Columbus (OH)	1) Impôt de franchise correspondant à 2,5 % du revenu net. 2) Impôt de 2,5 % sur le revenu des particuliers (le revenu des sociétés visées par le sous-chapitre S en est exempté).	1) Lien 2) Lien	1) 2 904 \$ 2) 0 \$	1) 19 622 \$ 2) 0 \$	1) 0 \$ 2) 1 250 \$
Indianapolis (IN) ^{xxxvi}	Impôt de 2,02 % sur le revenu des particuliers actionnaires de l'entreprise.	Lien	2 259 \$	15 201 \$	970 \$

Remarque : Les sources ont été consultées en mars 2025.

Annexe 8

Taux d'imposition analysés : autres taxes locales

Notes de fin

ⁱ Ernst & Young, Calculatrices et taux d'impôt, [Calculatrices et taux d'impôt | EY - Canada](#). Consulté en mai 2025.

ⁱⁱ Internal Revenue Service, SOI tax stats - Integrated business data, Form of business, tax year, 2025, <https://www.irs.gov/statistics/soi-tax-stats-integrated-business-data>. Consulté en avril 2025.

ⁱⁱⁱ L'exemption personnelle de la Californie ne fonctionne pas comme celles des autres États analysés : son montant réduit l'impôt payable plutôt que le revenu imposable. <https://taxfoundation.org/data/all/state/state-income-tax-rates/>

^{iv} Contrairement à d'autres États, l'Ohio n'applique pas le barème d'imposition des particuliers aux revenus de société transférés directement aux propriétaires (notamment ceux des sociétés visées par le sous-chapitre S). Il perçoit un impôt de 3 % sur tout revenu net de ce type qui excède 250 000 \$.
<https://tax.ohio.gov/individual/Business-Income-Deduction>

^v Certains comtés de l'Indiana perçoivent un impôt sur le revenu, que nous avons comptabilisé dans la catégorie « autres taxes locales » aux fins du calcul global. Voir l'annexe 8 pour en savoir plus.

^{vi} Internal Revenue Service, Qualified business income deduction, <https://www.irs.gov/newsroom/qualified-business-income-deduction>. Consulté en mai 2025.

^{vii} La déduction QBI est assujettie à des limites et diminue graduellement quand le revenu du particulier dépasse un certain seuil. Pour les déclarations conjointes, ce seuil est fixé à 383 900 \$, un montant largement supérieur au revenu net assujetti à l'impôt sur le revenu des particuliers utilisé dans nos exemples.
<https://www.congress.gov/crs-product/IF11122>

^{viii} Pour en savoir plus sur l'établissement du chiffre d'affaires, voir l'annexe 3 du rapport principal.

^{ix} Aux fins de notre analyse, nous avons calculé le revenu imposable en multipliant le chiffre d'affaires total par 70 %; correspondant au montant le plus faible parmi les quatre options offertes pour l'impôt de franchise du Texas.

^x Pour calculer l'impôt de franchise de l'État de Washington, nous avons utilisé le taux de 0,34 % applicable au commerce de détail.

À propos de la FCEI

La FCEI est une organisation non partisane qui représente exclusivement les intérêts de 100 000 PME au Canada. La capacité de recherche de la FCEI est inégalée, puisqu'elle permet la collecte de renseignements concrets et récents auprès de ses membres sur des enjeux qui touchent quotidiennement leur fonctionnement et leurs résultats financiers. À ce titre, la FCEI est une excellente source de renseignements à jour dont les gouvernements peuvent profiter pour élaborer des politiques qui touchent le milieu des petites entreprises canadiennes.

Pour en savoir plus, consultez le site fcei.ca.

Ressources supplémentaires

Questions ou demandes de données
recherche@fcei.ca

Intégralité de la recherche de la FCEI
fcei.ca/recherche

X
[@CFIB_FCEI_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCEI_Stats)

Les auteurs



Bradlee Whidden est analyste principal des politiques pour l'Ouest canadien

Liens : [Biographie](#)
[Profil LinkedIn](#)



Juliette Nicolaj est analyste des politiques aux Affaires nationales

Liens : [Biographie](#)
[Profil LinkedIn](#)

^{xi} La valeur nette ou la valeur des biens tangibles utilisée dans notre calcul de l'impôt de franchise du Massachusetts est une estimation découlant de la formule suivante : évaluation foncière + (50 % x évaluation foncière).

^{xii} Massachusetts Department of Unemployment Insurance, Learn about the Employer Medical Assistance Contribution EMAC, <https://www.mass.gov/info-details/learn-about-the-employer-medical-assistance-contribution-emas>. Consulté en février 2025.

^{xiii} Le taux de cotisation varie selon le nombre d'années de cotisation de l'entreprise. Pour nos calculs, nous avons présumé que les entreprises versaient une cotisation depuis au moins 6 ans et étaient donc assujetties au taux maximal de 0,34 %.

^{xiv} Vermont Department of Taxes, How the Assessment is Calculated, <https://tax.vermont.gov/business/hcfca/assessment-calculation>. Consulté en février 2025.

^{xv} Vermont Department of Taxes, Health Care Contributions Worksheet, <https://tax.vermont.gov/document/2025-form-wht-436-and-form-hc-1>. Consulté en février 2025.

^{xvi} Internal Revenue Agency, Topic no. 751, Social Security and Medicare withholding rates, <https://www.irs.gov/taxtopics/tc751>. Consulté en février 2025.

^{xvii} Au moment de la rédaction du rapport, les réductions de crédit applicables aux États ayant des prêts en souffrance pour 2025 n'avaient pas été annoncées; nous avons donc utilisé celles de 2024.

^{xviii} Les taux et les seuils des régimes des États sont ceux de 2024, car les données de 2025 n'avaient pas encore été publiées; les chiffres fournis sont donc estimatifs.

^{xix} La rémunération taxable au Rhode Island grimpe à 31 300 \$ chez les employeurs expérimentés.

^{xx} Revenu Québec, Cotisation relative aux normes du travail, <https://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/retenues-et-cotisations/calculer-les-retenues-a-la-source-et-vos-cotisations-demployeur/cotisation-relative-aux-normes-du-travail/>. Consulté en février 2025.

^{xxi} Vermont Department of Taxes, Child Care Contribution. <https://tax.vermont.gov/business/child-care-contribution>. Consulté en juillet 2025.

^{xxii} Le taux réel est de 0,44 %, mais les employeurs peuvent retenir jusqu'à 0,11 % sur les salaires des employés, ce que nous avons présumé.

^{xxiii} Le Minnesota est en train d'instaurer une taxe pour le financement des congés payés pour raisons familiales ou médicales, qui entrera en vigueur en 2026. <https://mn.gov/deed/paidleave/>

^{xxiv} Le taux d'impôt foncier total à Winnipeg dépend de la division scolaire où se trouve la propriété. Aux fins de cette analyse, nous avons supposé qu'elle était située dans la Winnipeg School Division.

^{xxv} Toronto a créé une sous-catégorie pour les immeubles appartenant à des PME; les immeubles admissibles bénéficient d'une réduction de 15 % par rapport au taux ordinaire. Les critères d'admissibilité varient selon l'emplacement de l'entreprise. Pour nos calculs, nous avons présumé que l'entreprise était située n'importe où dans la ville et qu'elle était donc admissible que si l'évaluation foncière de l'immeuble ne dépassait pas 1 M\$.

^{xxvi} Le régime montréalais d'imposition foncière comporte plusieurs volets. Dans certains cas, le taux varie selon que l'évaluation foncière est supérieure ou inférieure à 900 000 \$.

^{xxvii} L'un des volets, la taxe relative au service de l'eau, prévoit deux taux : un premier pour les immeubles munis d'un compteur, un second pour les autres. Pour nos calculs, nous avons présumé que l'entreprise possédait un compteur d'eau et bénéficiait donc d'un taux légèrement inférieur.

^{xxviii} Plusieurs volets du régime montréalais d'imposition foncière varient selon l'arrondissement où se trouve l'entreprise. Pour nos calculs, nous avons présumé que l'entreprise était située dans Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, l'arrondissement le plus peuplé.

^{xxix} À Halifax, les taux d'impôt foncier varient selon l'évaluation foncière, mais aussi selon l'emplacement de l'entreprise. Aux fins de notre analyse, nous avons présumé que l'entreprise était située dans le secteur centre-ville/périphérie.

^{xxx} Les impôts scolaires de l'Ontario sont réduits de 15 % dans les municipalités participantes qui offrent une réduction de 15 % sur l'impôt foncier des PME. Comme l'impôt foncier municipal à Toronto est réduit (voir tableau 17), l'impôt foncier provincial de l'Ontario l'est aussi.

^{xxxi} Au Québec, le compte de taxe scolaire prévoit une exemption de base des premiers 25 000 \$ de l'évaluation foncière. Parce que ce montant est soustrait de la valeur d'évaluation totale, on obtient un coefficient d'évaluation variable.

^{xxxii} Les taux d'impôt foncier effectifs fournis par le Lincoln Institute of Land Policy correspondent à des fourchettes d'évaluations d'immeubles commerciaux qui ne cadrent pas parfaitement avec nos exemples. Par conséquent, les taux d'impôt foncier effectifs combinés des villes américaines ayant des taux variables sont des estimations fondées sur la fourchette la plus proche de nos exemples.

^{xxxiii} La Metropolitan Commuter Transportation Mobility Tax (MCTMT) de New York est un impôt d'État, mais nous l'avons comptabilisé dans la catégorie « autres taxes locales » puisqu'il ne s'applique qu'à certaines régions de l'État : la ville de New York et certains comtés avoisinants.

^{xxxiv} Les taux dépendent de la région à laquelle l'entreprise attribue sa masse salariale. Comme nous supposons que l'entreprise est située dans la ville de New York, elle est assujettie aux taux plus élevés de la zone 1, alors que si elle avait été située dans la zone 2, les taux auraient été plus bas.

^{xxxv} Chaque actionnaire a droit à une exemption personnelle qui réduit le revenu assujetti à cet impôt (même principe que l'impôt sur le revenu des États). <https://detroitmi.gov/departments/office-chief-financial-officer/ocfo-divisions/office-treasury/income-tax/income-tax-information>

^{xxxvi} La taxe locale de l'Indiana est un impôt sur le revenu des particuliers perçu par le comté de Marion, où se trouve Indianapolis, et non par la municipalité.